SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL du 02 décembre 2021

Présents :

Monsieur Philippe LEJEUNE, **Bourgmestre**

Monsieur Jean-Philippe GOFFIN, Monsieur Joachim VANDER JEUGT, Madame Véronique PREAUX, **Échevins**
Monsieur Emmanuel WIARD, Madame Annie REMANT, Monsieur Hugues PREVOT, Monsieur Christian PREAUX,
Monsieur Hubert POIRET, Monsieur Philippe DEWOLF, Madame Lucie PILATE, Monsieur Gauthier BROOTCORNE,
Mademoiselle Alicia BRUNEBARBE, **Conseillers**
Madame Estelle LOOSVELD, **Directrice Générale f.f.**

Excusés :

Madame Muriel CUCHE, Monsieur Frédéric MANIAS, **Conseillers**

La séance débute à 19h00

ORDRE DU JOUR

1. Approbation des procès-verbaux des séances précédentes
2. Personnel - Directeur financier - Prestation de serment
3. CPAS - Modifications Budgétaires Ordinaire et Extraordinaire N°2 - 2021 - Approbation
4. CPAS - Budget 2022- Approbation
5. Zone de secours Hainaut-Est – Dotation communale 2022 – Décision
6. Subsidés 2022 aux sociétés communales - octroi
7. Budget 2022 - Approbation
8. Budget communal 2022 – 1/12ème provisoire - Vote
9. Clauses visant la mise en conformité des règlements-redevances au regard du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil (RGPD)
10. Clauses visant la mise en conformité des règlements-taxes au regard du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil (RGPD)
11. Livraison de potage dans les écoles de l'entité - Arrêt du Cahier des Charges, du devis estimatif et choix du mode de passation du marché
12. PIC 2019 - 2021 Travaux de réfection de trottoirs rues des Roses, des Fauvettes, des Mésanges et des Assinthes à MERBES-LE-CHATEAU (Cité) - Arrêt du Cahier des Charges, du devis estimatif et choix du mode de passation du marché
13. Réaffectation et aménagement du site des anciennes usines Danthine à Labuissière en Maison rurale : Création de locaux associatifs à destination du jeune public et enfance - aménagement des abords – SPW- Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Département de la ruralité et des cours d'eau - Direction du Développement Rural : approbation avenant 2021 à la convention 2017-A
14. Réaffectation et aménagement du site des anciennes usines Danthine à Labuissière en Maison rurale : Création de locaux associatifs à destination du jeune public et enfance - aménagement des abords – Arrêt du Cahier des Charges, du devis estimatif et choix du mode de passation du marché
15. Construction d'un terrain multisports à Merbes-Sainte-Marie - Dépôt d'une demande de subvention octroyée à certains investissements en matière d'infrastructures sportives - Approbation
16. Programme Stratégique Transversal (P.S.T) 2019-2024 – Evaluation mi-législature - prise d'acte
17. Ville de Thuin - Convention déneigement hiver 2021-2022 - Approbation
18. Intercommunale IMIO - Assemblée Générale du 07/12/2021 - Ordre du jour - Approbation
19. Intercommunale - BRUTELE - Assemblée Générale du 14/12/2021 - Ordre du jour - Approbation
20. Intercommunale ORES - Assemblée Générale du 16/12/2021 - Ordre du jour - Approbation
21. Intercommunale IGRETEC - Assemblée Générale du 16/12/2021 - Ordre du jour - Approbation
22. Intercommunale CENEO - Assemblée Générale du 17/12/2021 - Ordre du jour - Approbation
23. Intercommunale - HYGEA - Assemblée Générale du 21/12/2021 - Ordre du jour - Approbation
24. Intercommunale - INTERSUD - Assemblée Générale du 22/12/2021 - Ordre du jour - Approbation
25. Intercommunale - IDEA - Assemblée Générale du 22/12/2021 - Ordre du jour - Approbation
26. Intercommunale - AIOMS - Assemblée Générale du 23/12/2021- Ordre du jour - Approbation
27. Arrêtés du Bourgmestre - Ratification

28. Informations diverses
29. Questions des Conseillers

Points urgents

30. Remplacement de la clôture de la cour de récréation de l'école de Labuissière - Approbation des conditions

HUIS CLOS

31. Institutrice maternelle - Démission
32. Personnel enseignant - Congés de maladie et remplacement - Ratification
33. Brigadier ff - Désignation au 01/01/2022
34. Informations diverses

1. Approbation des procès-verbaux des séances précédentes

Avant toute chose, Monsieur Wiard tient à faire remarquer qu'il serait de bon ton de montrer l'exemple et de tenir les Conseils communaux en vidéo-conférence.

Le Bourgmestre n'y est pas favorable pour diverses raisons :

1. Les Codeco, à titre de contre-exemple, se tiennent en présentiel.
2. Toutes les mesures de sécurité sont respectées : port du masque, distance, détecteur CO2, grande pièce.
3. Difficultés d'organisation des Conseils dans un cadre virtuel avec respect des votes secrets, prise de paroles, ouverture au public, etc.

Monsieur Wiard insiste en signalant que d'autres communes les organisent sans problème.

Monsieur Goffin demande de corriger une coquille au point 17, l'ancienne Directrice étant à la retraite depuis 2018 et non 2015.

Les PV des séances précédentes sont ensuite approuvés par 12 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) et 1 abstention (L.Pilate)

Procès-verbal approuvé

2. Personnel - Directeur financier - Prestation de serment

En vertu de l'article 1126-5 du CDLD, Monsieur Laurent Dassi prête le serment visé à l'article L 1126-2, "Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge", entre les mains du président, suite à sa désignation en qualité de Directeur financier commun commune et CPAS de Merbes-le-Château.

3. CPAS - Modifications Budgétaires Ordinaire et Extraordinaire N°2 - 2021 - Approbation

Le Bourgmestre rappelle que cette modification budgétaire a déjà été présentée aux instances du CPAS.

La délibération, par 10 oui (A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; J.Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L. Pilate; A.Brunebarbe; Ph.Lejeune) et 3 abstentions (E.Wiard; H.Poiret; G.Brootcorne) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement ses articles L1122-20 alinéa 1er, L1122-26 § 1er, L1122-27, L1122-30, L1321-1 16°, L3112-1 et L3113-1 ;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale telle que modifiée ;

Vu la délibération du 24 novembre 2020 aux termes de laquelle le Conseil de l'Action sociale arrête son budget 2021 ;

Vu sa délibération du 4 décembre 2020 approuvant ce budget ;

Vu la délibération du 16 novembre 2021 aux termes de laquelle le Conseil de l'Action sociale arrête les modifications budgétaires 2021/2 service ordinaire et service extraordinaire ;

Attendu qu'il s'avère également indispensable d'apporter des adaptations à certains crédits prévus au budget initial de l'exercice 2021 ;

Que lesdites adaptations de crédits n'affectent pas le montant de la dotation communale ordinaire 2021 telle que fixée au budget initial 2021, à savoir un montant inchangé de 593.027,00 euros ;

Considérant l'implication directe de Monsieur Laurent DASSI dans les travaux budgétaires du CPAS de Merbes-le-Château et la synergie particulière qui naît de cette coopération entre les services financiers de la commune de Merbes-le-Château et ceux du CPAS de Merbes-le-Château ;

Que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de solliciter le service finances pour effectuer l'analyse et les contrôles requis par la tutelle spéciale d'approbation par le §1er de l'article 112 bis de la loi organique du 8 juillet 1976 ;

Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique ;

Par 10 oui et 3 abstentions, DECIDE :

Art 1. D'approuver les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n° 2 - 2021 du CPAS comme suit :

Service ordinaire :

	Dépenses	Recettes	Solde
D'après le budget initial ou de la précédente modification	2.322.827,64	2.322.827,64	0,00
Augmentation de crédit	167.851,77	201.488,97	-33.637,20
Diminution de crédit	-86.945,85	-120.583,05	33.637,20
Nouveau résultat	2.403.733,56	2.403.733,56	0,00

Service extraordinaire :

	Dépenses	Recettes	Solde
D'après le budget initial ou de la précédente modification	25.000,00	25.000,00	0,00
Augmentation de crédit	7.000,00	7.000,00	0,00
Diminution de crédit	0,00	0,00	0,00
Nouveau résultat	32.000,00	32.000,00	0,00

Art 2. De charger l'administration communale de notifier cette décision au C.P.A.S.

4. CPAS - Budget 2022- Approbation

Le Bourgmestre présente les points principaux de ce budget, à savoir l'indexation des coûts du personnel, une petite augmentation de la dotation communale et l'utilisation d'une provision à hauteur de 10.000 € ainsi que d'une partie du fonds de réserve ordinaire pour atteindre l'équilibre budgétaire.

La délibération, par 10 oui (A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; J.Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; A.Brunearbe; Ph.Lejeune) et 3 abstentions (E.Wiard; H.Poiret; G.Brootcorne) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, spécialement ses articles L1122-20 alinéa 1er, L1122-26 § 1er, L1122-27, L1122-30, L1321-1 16°, L3112-1 et L3113-1 ;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale telle que modifiée ;

Vu le décret du 23 janvier 2014 du Gouvernement Wallon modifiant diverses dispositions relatives à la tutelle sur les CPAS (MB du 06/02/2014) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7/5/98 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 22/5/97 relatif à la nouvelle comptabilité pour les Centres publics d'Aide Sociale ;

Vu la délibération du conseil de l'action sociale du 16 novembre 2021 arrêtant le budget du CPAS pour l'exercice 2022 ;

Vu le Comité de concertation commune-CPAS qui s'est tenu le du 14 octobre 2021 ;

Vu la séance du conseil conjoint CPAS-Commune du 28 octobre 2021 présentant le rapport relatif aux synergies CPAS-Commune, aux économies d'échelle et à la politique sociale locale ;

Considérant l'implication directe de Monsieur Laurent DASSI dans les travaux budgétaires du CPAS de Merbes-le-Château et la synergie particulière qui naît de cette coopération entre les services financiers de la commune de Merbes-le-Château et ceux du CPAS de Merbes-le-Château ;
 Que, par conséquent, il n'est pas nécessaire de solliciter le service finances pour effectuer l'analyse et les contrôles requis par la tutelle spéciale d'approbation par le §1er de l'article 112 bis de la loi organique du 8 juillet 1976 ;
 Sur la proposition du Collège communal et après en avoir délibéré en séance publique ;

DECIDE par 10 oui et 3 abstentions :

Art. 1 D'approuver, comme suit, le budget du CPAS de l'exercice 2022 :

1. Tableau récapitulatif

	<u>Service ordinaire</u>	<u>Service extraordinaire</u>
Recettes exercice proprement dit	2.172.931,01	0,00
Dépenses exercice proprement dit	2.232.437,41	20.500,00
Boni/Mali exercice proprement dit	-59.506,40	-20.500,00
Recettes exercices antérieurs	0,00	0,00
Dépenses exercices antérieurs	0,00	0,00
Prélèvements en recettes	59.506,40	20.500,00
Prélèvements en dépenses	0,00	0,00
Recettes globales	2.232.437,41	20.500,00
Dépenses globales	2.232.437,41	20.500,00
Boni/Mali global	0,00	0,00

2. Tableau de synthèse du service ordinaire

<u>Budget précédent</u>	<u>Après la dernière MB</u>	<u>Adaptations en +</u>	<u>Adaptations en -</u>	<u>Total après adaptations</u>
Prévisions des recettes globales	2.403.733,56	0,00	0,00	2.403.733,56
Prévisions des dépenses globales	2.403.733,56	0,00	0,00	2.403.733,56
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	0,00	0,00	0,00	0,00

3. Tableau de synthèse du service extraordinaire

<u>Budget précédent</u>	<u>Après la dernière MB</u>	<u>Adaptations en +</u>	<u>Adaptations en =</u>	<u>Total après adaptations</u>
Prévisions des recettes globales	32.000,00	0,00	0,00	32.000,00
Prévisions des dépenses globales	32.000,00	0,00	0,00	32.000,00
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	0,00	0,00	0,00	0,00

Art. 2 de charger l'administration communale de notifier cette décision au C.P.A.S.

5. Zone de secours Hainaut-Est – Dotation communale 2022 – Décision

Le Bourgmestre fait remarquer que cette dotation est fortement en diminution par rapport aux années précédentes et que cela est dû à la prise en charge d'une part de celle-ci par la Province. Il considère toutefois qu'elle finira par réaugmenter et qu'il est donc plus prudent de conserver la provision constituée.

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévot; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et plus particulièrement son article L1122-30 ;

Vu la loi du 3 août 2012 modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile et la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile ;

Vu l'article 5, de la loi du 3 août 2012, qui insère un article 221/1 dans la loi du 15 mai 2007 ;

Vu la Circulaire ministérielle du 14 août 2014 fixant les critères de dotations communales aux zones de secours ;

Vu l'article 68 §2 de la loi du 15 mai 2007 ;

Vu l'article 68 §3 qui précise qu'à défaut d'un accord, la dotation de chaque commune est fixée par le gouverneur de province en tenant compte de critères prévus par la circulaire de référence à savoir :

- La population résidentielle et active
- La superficie
- Le revenu cadastral
- Le revenu imposable
- Les risques présents sur le territoire de la Commune
- Le temps d'intervention moyen sur le territoire de la commune
- La capacité financière de la commune

Vu les circulaires du 17 juillet 2020 à destination des Communes et Provinces dans le cadre de la reprise du financement communal des zones de secours qui précisent que pour l'année 2022, les provinces reprendront à leur charge 40% de la part communale nette dans le financement des zones de secours en 2022 et que dès lors les communes de la zone sont invitées à inscrire dans leur budget 2022 leur dotation zonale déduite de ces 40%;
Vu la délibération du Conseil de la Zone de Secours Hainaut Est du 22 octobre 2021 fixant les dotations communales 2022;

Considérant le tableau de répartition des dotations communales 2022 à la Zone de Secours Hainaut-Est fixant pour notre commune la dotation à **107.723,54 €** ;

Sur proposition du Collège communal ;

Pour ces motifs et après en avoir délibéré;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **28/10/2021**,

Considérant l'avis Positif "référéncé 202146" du Directeur financier remis en date du 02/11/2021,

DECIDE par 13 oui :

Article 1. D'approuver les modalités de calcul de la clé de répartition des dotations communales 2022 et le montant de **107.723,54 €** pour notre commune.

Article 2. De transmettre copie de la présente délibération à Monsieur le Gouverneur de la Province de Hainaut, à Monsieur le Président de la Zone, à Monsieur le Comptable spécial et au Directeur financier.

6. Subsides 2022 aux sociétés communales - octroi

Ces montants de subsides ont été fixés lors d'une Commission "Affaires générales". Ils restent similaires à ceux octroyés en 2021, hormis pour la société "Accro-danse" qui n'existe plus mais qui est compensée par l'apparition de la "Jeunesse de Merbes-le-Château".

Il y a également une modification peu significative du subside accordé à l'Ecole libre dont le calcul est lié au nombre d'élèves inscrits, en comparaison des inscriptions dans les écoles communales.

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévot; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu la circulaire du SPW DGO5 du 30 mai 2013 relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Vu qu'il y a lieu d'aider nos sociétés afin de promouvoir culturellement et sportivement notre entité ;

Attendu que les crédits relatifs à l'octroi de subvention doivent être inscrits au budget communal ordinaire de l'exercice 2022 ;

Vu que cette aide peut être aussi bien financière que matérielle, par la mise à disposition des salles communales ;
Attendu que les mentions obligatoires prévues dans la dite circulaire sont reprises sur le tableau qui restera annexé à la présente ;

Attendu que la Commune ne fixe aucune condition d'utilisation particulière (cfr. 5ème mention de la circulaire) ;

Vu le règlement sur la nouvelle comptabilité communale ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-30 et L3331-1 à 9 ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **16/11/2021**,

Considérant l'avis Positif "référéncé 202148" du Directeur financier remis en date du 16/11/2021,

DECIDE par 13 oui :

Art.1^{er}:

d'octroyer des subsides communaux pour l'année 2022 aux sociétés locales dont la liste est annexée à la présente.

Art.2:

de dispenser les sociétés des obligations prévues à l'article L3331-3 §1^{er} du CDLD.

Art.3:

de liquider les subsides en espèce aux sociétés locales dès délibération de contrôle du subside, par virement sur le compte bancaire communiqué sur le formulaire de demande de subvention.

Art.4:

la présente est transmise au Directeur financier pour exécution.

7. Budget 2022 - Approbation

Le Bourgmestre présente les points essentiels du budget.

A l'ordinaire :

- Les prévisions salariales sont estimées à 100% et tiennent compte de l'indexation, elles reprennent également l'engagement d'un ouvrier.
- Reprise de 50.000 € de la provision "Covid" pour permettre de boucler le budget.
- L'ensemble du budget est marqué par le fait qu'il n'y a plus qu'un seul article de recettes pour les points APE.
- Dépense de transfert moindre à la Zone de secours.
- Augmentation de 3% de la dépense de transfert au CPAS.
- Prélèvements pour le Fonds de réserves extraordinaires (investissements) de 800.000 €.
- Les dépenses de la Dette représentent 4,3% des dépenses de l'exercice propre, soit 51€/habitant.
- Le Fonds de réserves ordinaires s'élève toujours à 1.000.000 €, l'extraordinaire à 100.000 € et les Provisions à 515.000 €.

A l'extraordinaire :

Il résume les différents projets.

Monsieur Wiard demande s'il a été tenu compte de l'augmentation des prix de l'énergie.

Le Bourgmestre précise que la Commune bénéficie d'une convention qui fixe les prix jusque fin 2022 mais que la consommation risque toutefois d'augmenter du fait de l'aération nécessaire en cette période de crise, peut-être compensée par la diminution de la location des salles due à cette même crise.

Le Directeur financier rappelle également que la constitution d'une provision de 20.000 € pour hausse des fournitures d'énergies a été prévue à la MB1.

Monsieur Wiard souhaite qu'on réfléchisse au fait de couvrir le futur terrain de paddle.

Monsieur Poiret constate :

- une augmentation salariale de 27% à la fonction 104 et de 16% à la fonction 421. Il demande la raison de l'augmentation des frais informatiques de 50.000 € à 70.000 €. Le Directeur financier reconnaît qu'il y a peut-être eu une surestimation de la dépense mais que celle-ci pourra être rectifiée à la première MB.
- qu'il reste assez bien de crédit en 2021 pour les frais de correspondance, contrairement aux frais de fournitures administratives et de carburant.
- que rien ne soit engagé pour les dépenses liées à la vérification des bouches incendie. L'échevin des travaux précise que les travaux sont en cours mais qu'il n'y a pas encore eu de facturation.
- que cette année encore, il n'y a eu aucune dépense de réalisée pour le curage des ruisseaux. Monsieur Vander Jeugt l'informe qu'une convention avec le HIT a été prise à ce sujet.
- que le crédit pour le sel de déneigement n'est pas utilisé. Monsieur Vander Jeugt répond qu'il reste du stock sur le site "Danthine" et à emporter chez le fournisseur.

- qu'on diminue le crédit prévu pour l'engagement d'étudiants (10.000 € en 2021 et 5.000 € en 2022). Il souhaite qu'on augmente celui-ci à la MB1. Monsieur Goffin répond qu'il travaillera sur le projet "soutien scolaire".
- qu'il y a eu très peu de dépenses en plantations et biodiversité. Monsieur Goffin répond qu'une programmation très précise est réalisée, notamment pour le verdissement des cimetières et l'amélioration du verger. Le Bourgmestre explique également qu'il y a moyen d'embellir la commune et d'effectuer des plantations sans que cela ne coûte très cher.
- que 10.000 € étaient prévus en 2021 pour des prestations de tiers pour les Carrières de l'Imaginaire et que rien n'a été fait. Le Bourgmestre déclare qu'il essaye d'avoir un contact avec les propriétaires pour un éventuel achat ou une mise à disposition officielle avant de s'engager sur des travaux onéreux. Monsieur Poiret fait remarquer que les escaliers s'effondrent et que des haies de hêtres sont à tailler et que réaliser un entretien courant n'engage à rien. Monsieur Vander Jeugt informe qu'une firme a été commandée pour de l'abattage et de l'élagage.
- qu'il est dommage que rien n'a été fait pour l'achat de caméras alors que cela apporterait un sentiment de sécurité dans l'esprit des gens. Monsieur Goffin rappelle que, comme il l'a déjà expliqué au Conseil précédent, que ce projet a été reporté en 2022 dans l'espoir de pouvoir bénéficier d'un important subside.
- qu'une reprise de 50.000 € de la provision "Covid" est prévue et qu'il s'en demande la raison. Le Directeur financier explique qu'il s'agit de compenser une éventuelle baisse de l'IPP due au Covid.

La délibération, par 10 oui (A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; J.Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L. Pilate; A.Brunearbe; Ph.Lejeune) et 3 abstentions (E.Wiard; H.Poiret; G.Brootcorne) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41 et 162 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L1122-23, L1122-26, L1122-30, et Première partie, livre III ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu le projet de budget établi par le collège communal ;

Vu le rapport favorable de la Commission visée à l'article 12 du Règlement général de la Comptabilité communale ;

Attendu que le Collège veillera au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu que le Collège veillera également, en application de l'article L1122-23, § 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, à la communication du présent budget, aux organisations syndicales représentatives ; ainsi qu'à l'organisation, sur demande desdites organisations syndicales, d'une séance d'information présentant et expliquant le présent budget ;

Attendu que le rapport annuel sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le CPAS a bien été adopté conformément à l'article L1122-11 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Attendu la génération et l'envoi par l'outil eComptes du tableau des prévisions budgétaires pluriannuelles ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **18/11/2021**,

Considérant l'avis Positif "référéncé 202150" du Directeur financier remis en date du 18/11/2021,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil par 10 oui et 3 abstentions, décide :

Art. 1er

D'arrêter, comme suit, le budget communal de l'exercice 2022 :

1. Tableau récapitulatif

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Recettes exercice proprement dit	5.051.172,78	3.430.941,70
Dépenses exercice proprement dit	5.040.619,73	4.558.072,61
Boni / Mali exercice proprement dit	10.553,05	-1.127.130,91
Recettes exercices antérieurs	882.385,74	3.972,21
Dépenses exercices antérieurs	0,00	0,00
Prélèvements en recettes	0,00	1.127.130,91
Prélèvements en dépenses	802.155,27	1.498,60

Recettes globales	5.933.558,52	4.562.044,82
Dépenses globales	5.842.775,00	4.559.571,21
Boni / Mali global	90.783,52	2.473,61

2. Tableau de synthèse (partie centrale)

2.1. Service ordinaire

Budget précédent	Après la dernière M.B	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	6.538.344,45	0,00	0,00	6.538.344,45
Prévisions des dépenses globales	5.655.958,71	0,00	0,00	5.655.958,71
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	882.385,74	0,00	0,00	882.385,74

2.1. Service extraordinaire

Budget précédent	Après la dernière M.B	Adaptations en +	Adaptations en -	Total après adaptations
Prévisions des recettes globales	1.161.199,77	0,00	0,00	1.161.199,77
Prévisions des dépenses globales	1.157.227,56	0,00	0,00	1.157.227,56
Résultat présumé au 31/12 de l'exercice n-1	3.972,21	0,00	0,00	3.972,21

3. Montants des dotations issus du budget des entités consolidées (si budget non voté, l'indiquer)

	Dotations approuvées par l'autorité de tutelle	Date d'approbation du budget par l'autorité de tutelle
CPAS	611.000,00	02/12/2021
Fabrique d'église de Fontaine-Valmont	2.971,63	28/09/2021
Fabrique d'église de Labuissière	6.676,02	28/10/2021
Fabrique d'église de Merbes-le-Château	695,11	28/09/2021
Fabrique d'église de Merbes-Sainte-Marie	4.672,15	28/09/2021
Zone de secours HAINAUT EST	107.723,54	02/12/2021
Zone de police LERMES	346.005,29	Pas voté

4. Budget participatif : non (préciser éventuellement les articles concernés)

Art. 2.

De transmettre la présente délibération aux autorités de tutelle, au service des finances et au directeur financier.

8. Budget communal 2022 – 1/12ème provisoire - Vote

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Attendu que le budget communal ordinaire 2022 a été voté par le Conseil communal en séance du 2 décembre 2021;
Attendu qu'à ce jour notre budget n'a pas encore été approuvé par les autorités de tutelle ;
Attendu qu'il est nécessaire que le Collège communal et le Directeur financier puissent respectivement engager et régler les dépenses indispensables pour assurer la vie normale des services et établissements communaux ;
Vu le Règlement général de la comptabilité communale arrêté par le Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel prévoit en son article 14§2 : « Les crédits provisoires ne peuvent excéder par mois écoulé ou commencé le douzième :
1° du crédit budgétaire de l'exercice précédent lorsque le budget de l'exercice n'est pas encore voté.

Cette restriction n'est pas applicable aux dépenses relatives à la rémunération du personnel, au paiement des primes d'assurances, des taxes et de toute dépense strictement indispensable à la bonne marche du service public. Dans ce dernier cas, l'engagement de la dépense ne pourra s'effectuer que moyennant une délibération motivée du collège, ratifiée à la plus proche séance du conseil communal ;

2° du crédit budgétaire de l'exercice en cours, lorsque le budget de l'exercice est déjà voté »

Vu les articles L1122-30 et L1123-23 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Par 13 oui, décide :

Article 1.

De voter 1/12ème provisoire des allocations correspondantes portées au budget 2022 pour engager et payer les dépenses indispensables en vue d'assurer la vie normale des services et des établissements communaux pendant le mois de janvier 2022.

9. Clauses visant la mise en conformité des règlements-redevances au regard du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil (RGPD)

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil communal, réuni en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40 §1^{er}, 1° et L3321-1 à 12 ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 8 juillet 2021 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2022 ;

Vu qu'il convient de mettre en conformité les règlements-redevances en vigueur au regard du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 précité.

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **18/11/2021**,

Considérant l'avis Positif "référéncé 202155" du Directeur financier remis en date du 19/11/2021,

Par 13 oui, DECIDE :

Article 1

Dans tous les règlements-redevances en vigueur, il est inséré la disposition suivante :

« Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : la commune de Merbes-le-Château, représentée par le collège communal, dont les bureaux sont établis Rue Saint-Martin, 71 à 6567 Merbes-le-Château et inscrite à la banque carrefour des entreprises sous le numéro 0207.303.747 ;
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;
- Base juridique de licéité du traitement : le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale suivant l'article 6.c du règlement (UE) 2016/679 précité en « objet » mais également à celle d'une mission d'intérêt public suivant l'article 6.e dudit règlement ;
- Droits de la personne concernée : La personne concernée dispose du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, du droit à l'accès aux données à caractère personnel, à la rectification, à

l'effacement de celles-ci, à une limitation du traitement relatif à la personne concernée, du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données (ces deux derniers droits n'étant pas opposables en cas d'application de l'article 6.c du règlement (UE) 2016/679) ;

- Catégorie de données selon le type de règlements-redevance : données d'identification directes, coordonnées de contact, caractéristiques personnelles et informations familiales, renseignements sur la santé, données financières et transactionnelles en fonction de la redevance ;
- Caractère de l'exigence de fourniture des données : réglementaire ;
- Durée de conservation : la commune s'engage à conserver les données pour un délai de minimum 10 ans et 15 ans maximum et à les supprimer par la suite ;
- Méthode de collecte : au cas par cas en fonction de la redevance ;
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la commune ;
- En cas de violation de données à caractère personnel, une communication sera adressée à la personne concernée suivant les conditions et formalités prescrites par l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 précité en « objet ».

Article 2

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 3

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

10. Clauses visant la mise en conformité des règlements-taxes au regard du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil (RGPD)

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil communal, réuni en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 170 § 4 ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) entré en vigueur le 25 mai 2018 ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L 3321-1 à 12 ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte;

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement de taxes communales ;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 8 juillet 2021 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2022 ;

Vu qu'il convient de mettre en conformité les règlements-taxe en vigueur au regard du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 précité.

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **18/11/2021**,

Considérant l'avis Positif "référéncé 202154" du Directeur financier remis en date du 19/11/2021,

Par 13 oui, DECIDE :

Article 1

Dans tous les règlements-taxes en vigueur, il est inséré la disposition suivante :

« Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : la commune de Merbes-le-Château, représentée par le collège communal, dont les bureaux sont établis Rue Saint-Martin, 71 à 6567 Merbes-le-Château et inscrite à la banque carrefour des entreprises sous le numéro 0207.303.747 ;
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- Base juridique de licéité du traitement : le traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale suivant l'article 6.c du règlement (UE) 2016/679 précité en « objet » mais également à celle d'une mission d'intérêt public suivant l'article 6.e dudit règlement ;
- Droits de la personne concernée : La personne concernée dispose du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle, du droit à l'accès aux données à caractère personnel, à la rectification, à l'effacement de celles-ci, à une limitation du traitement relatif à la personne concernée, du droit de s'opposer au traitement et du droit à la portabilité des données (ces deux derniers droits n'étant pas opposables en cas d'application de l'article 6.c du règlement (UE) 2016/679) ;
- Catégorie de données selon le type de règlements-taxes : données d'identification directes, coordonnées de contact, caractéristiques personnelles et informations familiales, renseignements sur la santé, données financières et transactionnelles en fonction de la taxe ;
- Caractère de l'exigence de fourniture des données : réglementaire ;
- Durée de conservation : la commune s'engage à conserver les données pour un délai de minimum 10 ans et 15 ans maximum et à les supprimer par la suite ;
- Méthode de collecte : au cas par cas en fonction de la taxe ;
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la commune ;
- En cas de violation de données à caractère personnel, une communication sera adressée à la personne concernée suivant les conditions et formalités prescrites par l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 précité en « objet ».

Article 2

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Article 3

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

11. Livraison de potage dans les écoles de l'entité - Arrêt du Cahier des Charges, du devis estimatif et choix du mode de passation du marché

Monsieur Wiard souhaiterait qu'il soit précisé dans le CSCH, qu'en plus du fait que les produits locaux et de saison doivent être privilégiés, que ceux-ci doivent être frais. Le Bourgmestre lui fait remarquer que cela n'est pas toujours réalisable, notamment pour les tomates fortement appréciées des enfants.

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 89, § 1, 2° (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 750.000,00) et l'article 57 et l'article 43 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2021-077 relatif au marché "Livraison de potage dans les écoles de l'entité" établi par le Directrice Générale, ff ;

Considérant que ce marché est divisé en :

* Marché de base (Livraison de potage dans les écoles de l'entité), estimé à € 13.207,54 hors TVA ou € 14.000,00, 6% TVA comprise ;
* Reconduction 1 (Année 2023), estimé à € 13.207,54 hors TVA ou € 14.000,00, 6% TVA comprise ;
* Reconduction 2 (Année 2024), estimé à € 13.207,54 hors TVA ou € 14.000,00, 6% TVA comprise ;
* Reconduction 3 (Année 2025), estimé à € 13.207,54 hors TVA ou € 14.000,00, 6% TVA comprise ;
Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 52.830,16 hors TVA ou € 56.000,00, 6% TVA comprise ;
Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 12 mois ;
Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont elle aura besoin ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2022, article 722/12423 et au budget des exercices suivants ;
Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **18/11/2021**,
Considérant l'avis Positif "référéncé 202151" du Directeur financier remis en date du 19/11/2021,
DECIDE par 13 oui :

Art.1.D'approuver le cahier des charges N° 2021-077 et le montant estimé du marché "Livraison de potage dans les écoles de l'entité", établis par le Directrice Générale, ff. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 52.830,16 hors TVA ou € 56.000,00, 6% TVA comprise.

Art.2.De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Art.3.De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2022, article 722/12423 et au budget des exercices suivants.

12. PIC 2019 - 2021 Travaux de réfection de trottoirs rues des Roses, des Fauvettes, des Mésanges et des Assinthes à MERBES-LE-CHATEAU (Cité) - Arrêt du Cahier des Charges, du devis estimatif et choix du mode de passation du marché

Monsieur Wiard s'inquiète des compétences de l'auteur de projet quand il voit qu'il y a eu 27 remarques du SPW. Monsieur Goffin tempère en expliquant que pour certaines remarques il ne s'agit que de petits détails.

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de € 750.000,00) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège communal du 1er mars 2019 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "PIC 2019 - 2021 Travaux de réfection de trottoirs rues des Roses, des Fauvettes, des Mésanges et des Assinthes à MERBES-LE-CHATEAU (Cité)" à Sogepro, Rue de Maumert 51 à 6464 Rièzes ;

Vu la décision du Conseil communal du 29 avril 2021 relative à l'arrêt du Cahier des Charges, du devis estimatif et choix du mode de passation du marché "Travaux de réfection de trottoirs rues des Roses, des Fauvettes, des Mésanges et des Assinthes à MERBES-LE-CHATEAU (Cité) ;

Considérant l'avis défavorable sur le projet présenté remis par l'autorité subsidiaire SPW - Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur en date du 21 septembre 2021 ;
Considérant le cahier des charges N° 2020/015 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Sogepro, Rue de Maumert 51 à 6464 Rièzes et revu en fonction des remarques reprises dans cet avis ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

* Tranche ferme : Tranche de marché 1 (Estimé à : € 91.418,74 hors TVA ou € 110.616,68, 21% TVA comprise)
(Lieux d'exécution : rue des Assinthes; rue des Roses)

* Tranche conditionnelle : Tranche de marché 2 (Estimé à : € 61.164,74 hors TVA ou € 74.009,34, 21% TVA comprise) (Lieu d'exécution : rue des Fauvettes)

* Tranche conditionnelle : Tranche de marché 3 (Estimé à : € 49.700,31 hors TVA ou € 60.137,38, 21% TVA comprise) (Lieu d'exécution : rue des Mésanges)

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 202.283,79 hors TVA ou € 244.763,39, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;
Conformément à l'article 41, paragraphe 1, 2° (la dépense à approuver HTVA ne dépassant pas le seuil de 750.000 €) de la Loi du 17/06/2016, le marché est passé par procédure négociée directe avec publication préalable

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à € 150.878,58 ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 421/731-60 (n° de projet 20190013) et sera financé par moyens propres et subsides ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **22/11/2021**,

Considérant l'avis Positif avec remarques "référéncé 202158" du Directeur financier remis en date du 22/11/2021,

DECIDE par 13 oui :

Art.1.D'approuver le cahier des charges N° 2020/015 et le montant estimé du marché "PIC 2019 - 2021 Travaux de réfection de trottoirs rues des Roses, des Fauvettes, des Mésanges et des Assinthes à MERBES-LE-CHATEAU (Cité)", établis par l'auteur de projet, Sogepro, Rue de Maumert 51 à 6464 Rièzes. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 202.283,79 hors TVA ou € 244.763,39, 21% TVA comprise.

Art.2.De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Art.3.De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante SPW - Direction générale opérationnelle des routes et des bâtiments, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur.

Art.4.De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art.5.De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 421/731-60 (n° de projet 20190013).

13. Réaffectation et aménagement du site des anciennes usines Danthine à Labuissière en Maison rurale : Création de locaux associatifs à destination du jeune public et enfance - aménagement des abords – SPW- Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Département de la ruralité et des cours d'eau - Direction du Développement Rural : approbation avenant 2021 à la convention 2017-A

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunearbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 mai 2017 relative à l'approbation de la convention-exécution du projet : "Réaffectation et aménagement du site des anciennes usines Danthine à Labuissière en Maison rurale : Création de locaux associatifs à destination du jeune public et enfance – et aménagements des abords ;

Vu la décision du Collège communal du 19 novembre 2020 approuvant l'avant-projet révisé, que suivant le dépassement temporel et financier, le SPW- Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Département de la ruralité et des cours d'eau - Direction du Développement Rural, Avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes (Namur) a émis un avenant 2021 à la convention – exécution du 21/08/2017 avec détail du programme financier et tableau financier récapitulatif XL ;

Considérant que suivant l'avenant, la subvention s'établit à 592.162,19 € TVA Comprise (frais d'honoraires compris) ;
Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **18/11/2021**,
Considérant l'avis Positif "référéncé 202153" du Directeur financier remis en date du 23/11/2021,
DECIDE par 13 oui :

Art.1. D'approuver :

- L'avenant à la convention 2017- A
- Le programme financier détaillé 2021
- Le tableau financier récapitulatif XL
relatifs à la partie du projet subsidee par SPW- Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Département de la ruralité et des cours d'eau - Direction du Développement Rural, Avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes (Namur) pour : "Réaffectation et aménagement du site des anciennes usines Danthine à Labuissière en Maison rurale : Création de locaux associatifs à destination du jeune public et enfance - aménagement des abords"

Art.2. De solliciter auprès de Madame Céline TELLIER, Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal l'approbation du présent avenant.

14. Réaffectation et aménagement du site des anciennes usines Danthine à Labuissière en Maison rurale : Création de locaux associatifs à destination du jeune public et enfance - aménagement des abords – Arrêt du Cahier des Charges, du devis estimatif et choix du mode de passation du marché

Le Bourgmestre informe du coût du projet estimé à 1.300.000 €. Cela peut sembler cher mais il faut tenir compte du fait que celui-ci pourra bénéficier d'une subvention du SAR et d'une du DR de 500.000 € chacune. La part communale redevant ainsi beaucoup plus raisonnable. Ce bâtiment sera utilisé en partie en locaux pour les associations de jeunesse.

Monsieur Goffin ajoute que cela contribuera également à l'embellissement du quartier.

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunearbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le projet se situe dans le périmètre du site SAR/TC110 dit « couvent, bureaux et magasins » arrêté le 22/12/2016 ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 mai 2017 relative à l'approbation de la convention-exécution du projet : "Réaffectation et aménagement du site des anciennes usines Danthine à Labuissière en Maison rurale : Création de locaux associatifs à destination du jeune public et enfance – et aménagements des abords ;

Vu la décision du Conseil communal du 7 octobre 2016 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Réaffectation et aménagement du site des anciennes usines Danthine à Labuissière en Maison rurale : Création de locaux associatifs à destination du jeune public et enfance - aménagement des abords" à IGRETEC, Boulevard Mayence 1 à 6000 Charleroi ;

Vu la décision du Collège communal du 19 novembre 2020 approuvant l'avant-projet révisé ;

Considérant le cahier des charges N° 55750 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, IGRETEC, Boulevard Mayence 1 à 6000 Charleroi ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Bâtiment), estimé à € 906.787,14 hors TVA ou € 1.097.212,44, 21% TVA comprise ;

Considérant que ce lot est divisé en tranches :

* Tranche ferme : Tranche de marché 1 - **SAR** (Estimé à : € 442.558,35 hors TVA ou € 535.495,60, 21% TVA comprise)

* Tranche ferme : Tranche de marché 2 - **DR** (Estimé à : € 464.228,79 hors TVA ou € 561.716,84, 21% TVA comprise)

* Lot 2 (Abords) **DR**, estimé à € 183.107,73 hors TVA ou € 221.560,35, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 1.089.894,87 hors TVA ou € 1.318.772,79, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts du lot 1 (Bâtiment) est subsidiée par SPW- Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Département de la ruralité et des cours d'eau - Direction du Développement Rural, Avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes (Namur) ;

Considérant qu'une partie des coûts du lot 1 (Bâtiment) est subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie - SAR, Rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes (Namur);

Considérant qu'une partie des coûts du lot 2 (Abords - DR) est subsidiée par SPW - Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Département de la ruralité et des cours d'eau - Direction du Développement Rural, Avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes (Namur) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 761/723-60 (n° de projet 20160003) et sera financé par moyens propres et subsides ;

Considérant que les prévisions de subsides s'établissent comme suit :

1. SPW - Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Département de la ruralité et des cours d'eau - **Direction du Développement Rural** : 592.162,19 € TVA Comprise (frais d'honoraires compris) suivant avenant 2021 à la convention 2017-A ;
2. SPW - Direction générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie – **SAR** : 514.726,76 € TVA Comprise (tous frais compris) suivant accord sur le projet du 21/10/21 ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du **18/11/2021**,

Considérant l'avis Positif avec remarques "référéncé 202157" du Directeur financier remis en date du 22/11/2021,

DECIDE par 13 oui :

Art.1. D'approuver le cahier des charges N° 55750 et le montant estimé du marché "Réaffectation et aménagement du site des anciennes usines Danthine à Labuissière en Maison rurale : Création de locaux associatifs à destination du jeune public et enfance - aménagement des abords", établis par l'auteur de projet, IGRETEC, Boulevard Mayence 1 à 6000 Charleroi. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 1.089.894,87 hors TVA ou € 1.318.772,79, 21% TVA comprise.

Art.2. De passer le marché par la procédure ouverte.

Art.3. De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante SPW- Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement - Département de la ruralité et des cours d'eau - Direction du Développement Rural, Avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes (Namur).

Art.4. De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante SPW - Direction générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie - SAR, Rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes (Namur).

Art.5. De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Art.6. De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 761/723-60 (n° de projet 20160003).

15. Construction d'un terrain multisports à Merbes-Sainte-Marie - Dépôt d'une demande de subvention octroyée à certains investissements en matière d'infrastructures sportives - Approbation

Monsieur Goffin explique que la prise de cette délibération est nécessaire pour l'introduction du dossier auprès d'Infrasport.

Le Bourgmestre ajoute que l'idée est de finaliser le projet du Merbien et de ses abords. Ce dossier bénéficiera d'une subvention de 60%.

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunearbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2021 portant exécution du décret du 3 décembre 2020 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives ;

Vu le Décret du Gouvernement wallon du 3 décembre 2020 (M.B. du 13/01/2021) relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives qui prévoit que le Gouvernement peut octroyer des

subventions destinées à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public en matière d'infrastructures sportives ;
Considérant que ces subventions peuvent couvrir, par dérogation au § 1er, un taux de subvention de septante pour cent des travaux de construction pour des infrastructures sportives de quartier bénéficiant d'un programme d'animation à vocation sociale sur base d'un montant maximal de € 500.000 hors TVA majorés le cas échéant de la TVA et de 5% en cas d'intervention d'un auteur de projet ;
Considérant que la construction d'un terrain multisports à Merbes-Sainte-Marie (infrastructures sportives de quartier) figure parmi le Plan Stratégique Transversal 2018-2024 de la commune de Merbes-le-Château ;
Considérant les avantages en termes de cohésion sociale et de pratiques sportives apportés par des structures similaires réalisées dans deux autres villages de l'entité ;
Considérant que les deux structures similaires sont difficilement accessibles à partir du village de Merbes-Sainte-Marie ;
Considérant qu'il est nécessaire pour enclencher la procédure de demande d'octroi de subvention d'introduire un dossier de recevabilité via le guichet des pouvoirs locaux ;
Considérant que l'approbation du Conseil communal quant au principe d'introduction d'une demande de subvention en matière d'infrastructures sportives doit être jointe au dossier de recevabilité ;
Vu la décision du Collège communal du 19 décembre 2019 de confier à Monsieur Rudy Koenig, architecte, la mission d'auteur de projet pour l'élaboration du CSCH des travaux du sport de rue de MSM et de la mission de coordination sécurité santé, phase projet et réalisation des travaux ;
Considérant que Monsieur Koenig a établi une esquisse d'avant-projet estimée à € 305 000 hors TVA ou € 369 050, 21% TVA comprise ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit pour partie au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 765/725-60 (n° de projet 20190011) et sera financé par emprunts et subsides ;
DECIDE par 13 OUI :

Article unique :

D'approuver le dépôt, via le guichet des pouvoirs locaux, d'une demande de subvention auprès du Gouvernement wallon et de la cellule Infraspport en vue de construire un terrain multisports à Merbes-Sainte-Marie.

16. Programme Stratégique Transversal (P.S.T) 2019-2024 – Evaluation mi-législature - prise d'acte

Le Bourgmestre explique qu'il s'agit d'une prise d'acte de l'évaluation de mi-législature du Programme Stratégique Transversal 2019-2024 réalisée par le Collège.

Cette évaluation reprend les trois types d'indicateurs proposés par la Région Wallonne, à savoir :

- Stratégiques : indicateur d'impact (en fin de mandature)
- Opérationnels : indicateur de réalisation
- Actions : indicateur d'avancement

et trois couleurs :

- Vert : pas d'obstacle
- Jaune : quelques obstacles
- Rouge : Obstacles majeurs

Monsieur Wiard se fait confirmer que les pourcentages des objectifs opérationnels sont choisis et ne sont pas une moyenne des pourcentages des actions.

Le Bourgmestre propose de réunir une Commission "Affaires générales" pour en discuter et ne pas alourdir ce Conseil.

Monsieur Poiret approuve cette proposition qui lui paraît plus correcte que d'imposer l'évaluation telle qu'elle au Conseil, même s'il n'a remarqué aucune anomalie dans les cotations.

Le Bourgmestre précise qu'il s'agit d'une prise d'acte et non d'un vote..

Monsieur Wiard estime que la progression des actions ne devrait jamais être évaluée à 100 % (ex. site internet, réduction de déchets, etc.) alors qu'elles sont toujours perfectibles.

Le Bourgmestre lui répond que c'est pour cela qu'on utilise le commentaire "en application permanente".

Monsieur Goffin fait remarquer la difficulté d'un tel système d'évaluation, qui est, en effet, inévitablement subjectif.

La prise d'acte se fait comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu le code de la démocratie locale et de la décentralisation tel que modifié par le décret du 19 juillet 2018 intégrant le Programme Stratégique Transversal et le renforcement des synergies dans le CDLD, notamment les articles L1122-30 et L1123-27 (P.S.T), L1124-4, L1124-40, L1133-1, L1512-1/1 (Synergies) L3343-2§1^{er} (PIC) ;

Vu la loi du 08 juillet 1976 organique des CPAS et notamment l'article 26bis§2 3° (concertation) ;

Considérant que le Programme Stratégique Transversal est défini par l'article 2 §3 du décret du 19 juillet 2018 comme un outil de gouvernance pluriannuel qui reprend la stratégie développée par le Collège Communal pour atteindre les objectifs stratégiques qu'il s'est fixés ;
Considérant que cette stratégie se traduit par le choix d'objectifs stratégiques, opérationnels et d'actions définis notamment au regard des moyens humains et financiers à disposition ;
Considérant que le Programme Stratégique Transversal repose sur une collaboration entre le Collège communal et l'administration, qu'il peut être actualisé en cours de législature ;
Considérant que le directeur général est chargé de la mise en œuvre du Programme Stratégique Transversal et que le directeur financier est chargé d'en effectuer le suivi financier ;
Considérant que le Programme Stratégique Transversal communal 2019-2024 est soumis à une évaluation par le collège communal au minimum à mi-législature ;
Considérant que le Programme Stratégique Transversal a été évalué par délibération du Collège Communal le 19 novembre 2021 suivant le document "Evaluation du PST 2019-2024" de mi-législature annexé à la présente délibération ;
Considérant que le Collège Communal présente, pour acte, cette évaluation de mi-législature au Conseil Communal ;
Considérant que le document sera publié sur le site de la commune conformément aux dispositions de l'article L1133-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Sur proposition du Collège communal ;
DECIDE :

Article unique :

De prendre acte de l'évaluation de mi-législature du Programme Stratégique Transversal 2019-2024 présentée par le Collège Communal et annexée à la présente délibération, le Programme Stratégique Transversal étant publié suivant le prescrit de l'article L1133-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

17. Ville de Thuin - Convention déneigement hiver 2021-2022 - Approbation

Monsieur Wiard trouve étrange que cela soit la Ville de Thuin, partie demandeuse, qui rédige la convention.
Monsieur Préaux rappelle qu'une convention est un échange d'accords et que donc, par définition, si on n'est pas d'accord, on ne signe pas.

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,
Vu la lettre du 3 novembre 2021 de la Ville de Thuin demandant à notre Commune d'approuver la convention concernant le déneigement des voiries sur la commune de Leers-et-Fosteau par notre service des travaux ;
Attendu que la commune assurera les prestations pour un montant majoré de 350 € par passage ;
Attendu que cette convention prend cours le 1^{er} décembre 2021 pour se terminer le 31 mars 2022 ;
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 ;
Par 13 oui, DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention ci-annexée concernant le dégagement des voiries à l'aide d'une lame de déneigement par notre service travaux sur la commune de Leers-et-Fosteau pour un montant de **350 €** par passage.

18. Intercommunale IMIO - Assemblée Générale du 07/12/2021 - Ordre du jour - Approbation

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal, en séance publique,
Vu le code de la démocratie et de la décentralisation et plus particulièrement les articles 1523-1 à L1523 – 27 relatifs aux intercommunales ;
Vu la délibération du Conseil du 31/01/2014 portant sur la prise de participation de la Commune à l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle (IMIO) ;
Considérant que la Commune a été convoqué(e) à participer à l'assemblée générale d'IMIO du 07 décembre 2021 par lettre datée du 27 octobre 2021 ;
Considérant que l'Assemblée générale du deuxième semestre doit avoir lieu, avant la fin du mois de décembre conformément à l'article L1523-13 – paragraphe 4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentants la majorité du conseil communal/de l'action sociale/provincial ;
Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces cinq délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale de l'intercommunale IMIO du 07 décembre 2021 ;
Vu la Circulaire relative à l'application des décrets du 15 juillet 2021, modifiant le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation en vue de permettre les réunions à distance ;
Vu les décrets du 15 juillet 2021 permettant des réunions à distance ou "physiques" selon des modalités précises ;
Considérant qu'iMio se situe dans le cadre d'une situation extraordinaire au sens des décrets ;
Vu qu'iMio est dans une situation extraordinaire : l'exception est la possibilité de réunion à distance avec technique du mandat impératif.
Considérant que les Villes et Communes dont le conseil n'a pas délibéré, sont présumées s'abstenir et que les délégués ne peuvent pas prendre part au vote lors de la tenue de l'assemblée générale ;
Que si le Conseil communal souhaite être représenté, il est invité à limiter cette représentation à un seul délégué. Toutefois, au regard des circonstances actuelles, l'intercommunale iMio recommande de ne pas envoyer de délégué. Que le Conseil doit se prononcer sur le point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale adressés par l'intercommunale ;
Considérant que l'ordre du jour porte sur :
1. Présentation des nouveaux produits et services.
2. Point sur le plan stratégique 2020-2022.
3. Présentation du budget 2022 et approbation de la grille tarifaire 2022.
Considérant que les points précités sont de la compétence de l'Assemblée Générale et ce conformément aux statuts de l'intercommunale IMIO.
Sur proposition du Collège communal ;
Après en avoir délibéré,

DECIDE par 13 oui:

D'approuver aux majorités ci-avant les points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale d'IMIO du 07 décembre 2021 qui nécessitent un vote.

Article 1. - D'approuver l'ordre du jour dont les points concernent :

1. Présentation des nouveaux produits et services. (Pas de vote)
2. Point sur le plan stratégique 2020-2022. (Pas de vote)
3. Présentation du budget 2022 et approbation de la grille tarifaire 2022.

Article 2- de ne pas être représenté physiquement lors de l'assemblée générale d'iMio du 07 décembre 2021,

Article 3.- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente décision.

Article 4.- de transmettre la présente délibération à l'intercommunale IMIO.

19. Intercommunale - BRUTELE - Assemblée Générale du 14/12/2021 - Ordre du jour - Approbation

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunearbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Considérant l'affiliation de la Commune à la société de télédistribution BRUTELE ;

Vu la convocation du 10/11/2021 émanant de BRUTELE et nous invitant à l'Assemblée Générale ordinaire du 14/12/2021;

Considérant les mesures sanitaires actuelles, l'Assemblée Générale de BRUTELE se déroulera sans présence physique ;

Attendu que dès lors, aucun délégué ne sera représenté lors de l'Assemblée Générale du 14/12/2021;

Vu le seul point mis à l'ordre du jour de cette Assemblée Générale :

1. Révision du Plan Stratégique (rapport A)

Attendu que dès lors, il y a lieu d'approuver ce point de l'ordre du jour;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 ;

Pour ces motifs, DECIDE par 13 oui :

Art.1. d'approuver le point de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire de BRUTELE du 14/12/2021

1. Révision du Plan Stratégique (rapport A)

Art.2. la présente sera transmise à BRUTELE, Direction Générale, Mr Adant Jean Michel, rue de Naples 29 à 1050 BRUXELLES et à evylou.lambot@staff.voo.be

20. Intercommunale ORES - Assemblée Générale du 16/12/2021 - Ordre du jour - Approbation

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal, en séance publique,

- Vu le Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation (CDLD) et spécialement les articles L1122-19 et L1122-20 relatifs aux réunions et délibérations des Conseils communaux et l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal ;
- Vu les articles L1523-11 à L1523-14 du même Code relatifs aux Assemblées générales des intercommunales ;
- Considérant l'affiliation de la commune à l'intercommunale ORES Assets ;
- Considérant que la commune a été convoquée dans le cadre de l'Assemblée générale d'ORES Assets du 16 décembre 2021 par courrier daté du 9 novembre 2021 ;
- Vu les statuts de l'intercommunale ORES Assets ;
- Compte tenu de la pandémie liée au COVID 19 et des mesures exceptionnelles et recommandations des autorités, notamment des dernières recommandations du Comité de concertation du 26 octobre 2021;
- Considérant le Décret wallon du 15 juillet 2021 modifiant certaines dispositions du CDLD en vue de permettre les réunions à distance des organes ;
- Considérant la situation extraordinaire et le déclenchement de la phase fédérale qui permettent la tenue de l'Assemblée générale en distanciel ;
- Considérant l'ordre du jour de la susdite Assemblée;
- Considérant que la commune a la possibilité de ne pas se faire représenter et demande à ORES Assets de comptabiliser son vote dans les quorums – présence et vote – conformément au Décret wallon du 15 juillet 2021 susvisé ;
- Qu'il convient, en effet, de limiter les risques de propagation du virus en évitant autant que possible les rassemblements ;
- Considérant que la documentation relative à l'ordre du jour est disponible en version électronique à partir du site internet : <https://www.oresassets.be/fr/assemblees-generales>.
- Considérant que la commune souhaite jouer pleinement son rôle d'associé dans l'intercommunale;
- Que dans cet esprit, il importe que le Conseil communal exprime sa position à l'égard des points portés à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

DECIDE par 13 oui :

- Dans le contexte de la pandémie **de ne pas être physiquement représenté** à l'Assemblée générale d'ORES Assets du 16 décembre 2021 et de transmettre l'expression des votes de son Conseil aux fins de comptabilisation dans les quorums de présence et de vote de ladite Assemblée.
- **D'approuver** aux majorités suivantes, **les points suivants inscrits à l'ordre du jour** de l'Assemblée générale du 16 décembre 2021 de l'intercommunale ORES Assets à savoir :
- **Point 1 – Approbation du Règlement d'Ordre Intérieur de l'Assemblée générale**
à 13 voix pour.
- **Point 2 – Plan stratégique – évaluation annuelle**
à 13 voix pour.
- La commune reconnaît avoir pris connaissance de tous les documents qui devaient être mis à disposition dans le cadre de cette procédure décisionnelle.
- De charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.
- La délibération contenant le mandat impératif et le vote de la commune doit parvenir au Secrétariat d'ORES Assets au plus tard le 13 décembre 2021 à l'adresse suivante : infosecretariatores@ores.be.

21. Intercommunale IGRETEC - Assemblée Générale du 16/12/2021 - Ordre du jour - Approbation

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal, en séance publique,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IGRETEC ;
Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au Covid-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et notamment les pouvoirs locaux ;
Considérant la Circulaire du 30 septembre 2021 de Monsieur Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, disposant qu'en situation extraordinaire, les réunions des Assemblées générales des intercommunales peuvent se tenir à distance avec la technique du mandat impératif.
Considérant que ladite Circulaire ajoute qu'au 1^{er} octobre 2021, la phase fédérale d'urgence liée à l'épidémie de coronavirus est toujours activée, ce qui implique que les dispositions applicables sont celles de la situation extraordinaire au sens des décrets et ce, jusqu'au jour où il sera mis fin à la phase fédérale d'urgence conformément à l'article 37 de l'A.R. du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ; l'Assemblée générale d'IGRETEC se déroulera sans présence physique ;
Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;
Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil tous les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'IGRETEC ;

Le Conseil décide par 13 oui :

1. d'approuver :
 - le point 1 de l'ordre du jour, à savoir : Affiliations/Administrateurs ;
par 13 voix pour ;
 - le point 2 de l'ordre du jour, à savoir : Deuxième évaluation du Plan stratégique 2020-2022
par 13 voix pour ;
 - le point 3 de l'ordre du jour, à savoir : IN HOUSE : fiches de tarification.
par 13 voix pour ;
2. De n'être pas physiquement représenté à l'Assemblée générale et de transmettre sa délibération sans délai à IGRETEC, laquelle en tient compte pour ce qui est de l'expression des votes mais également pour ce qui est du calcul des différents quorums de présence et de vote, conformément au décret du 15 juillet 2021 modifiant certaines dispositions du CDLD en vue de permettre les réunions à distance des organes.
 - de charger le Collège de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, pour le 15/12/2021 au plus tard (sandrine.leseur@igretec.com)
- au Ministre des Pouvoirs Locaux.

22. Intercommunale CENEO - Assemblée Générale du 17/12/2021 - Ordre du jour - Approbation

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunearbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal, en séance publique,

Considérant l'affiliation de l'Administration communale à CENEO ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au Covid-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à affecter le bon fonctionnement des différents services publics et notamment les pouvoirs locaux ;

Considérant la Circulaire du 30 septembre 2021 de Monsieur Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs Locaux et de la Ville, disposant qu'en situation extraordinaire, les réunions des Assemblées générales des intercommunales peuvent se tenir à distance avec la technique du mandat impératif.

Considérant que ladite Circulaire ajoute qu'au 1^{er} octobre 2021, la phase fédérale d'urgence liée à l'épidémie de coronavirus est toujours activée, ce qui implique que les dispositions applicables sont celles de la situation extraordinaire au sens des décrets et ce, jusqu'au jour où il sera mis fin à la phase fédérale d'urgence conformément à l'article 37 de l'A.R. du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements

et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ; l'Assemblée générale de CENEO se déroulera **sans présence physique** ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil tous les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de CENEO ;

Le Conseil décide par 13 oui :

1. d'approuver :

• le point 1) de l'ordre du jour, à savoir : Deuxième évaluation annuelle du Plan stratégique 2020-2022 ;

par 13 voix pour ;

• le point 2) de l'ordre du jour, à savoir : Prise de participation en SIBIOM ;

par 13 voix pour ;

• le point 3) de l'ordre du jour, à savoir : Prise de participation en W³ Energy ;

par 13 voix pour ;

• le point 4) de l'ordre du jour, à savoir : Prise de participation dans un partenariat avec ENERDEAL ;

par 13 voix pour ;

• le point 5) de l'ordre du jour, à savoir : Nominations statutaires ;

par 13 voix pour ;

2. De **n'être pas physiquement représenté** à l'Assemblée générale et de transmettre sa délibération sans délai à CENEO, laquelle en tient compte pour ce qui est de l'expression des votes mais également pour ce qui est du calcul des différents quorums de présence et de vote, conformément au Décret du 15 juillet 2021 modifiant certaines dispositions du CDLD en vue de permettre les réunions à distance des organes.

Le Conseil décide,

• de charger le Collège de veiller à l'exécution de la présente délibération ;

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à CENEO (boulevard Mayence 1/1 à 6000 Charleroi) pour le 16 décembre 2021 au plus tard (sandrine.lesueur@ceneo.be) ;
- au Ministre des pouvoirs locaux.

23. Intercommunale - HYGEE - Assemblée Générale du 21/12/2021 - Ordre du jour - Approbation

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunearbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil communal, en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement le Livre V de la première partie relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEE ;

Compte tenu de la situation actuelle de crise Covid-19, l'Assemblée Générale à distance se tiendra conformément aux dispositions du décret du 15 juillet 2021 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de permettre les réunions à distance des organes.

Le nouvel article L6511-2 du Code de la Démocratie locale dispose en effet que :

"Les réunions du conseil communal, de l'assemblée générale d'intercommunale et du conseil provincial se tiennent physiquement tant en situation ordinaire qu'en situation extraordinaire.

Par dérogation à l'alinéa 1er, en situation extraordinaire, les réunions peuvent se tenir à distance"

Par situation extraordinaire, il y a lieu d'entendre "la situation dans laquelle la phase communale, provinciale ou fédérale est respectivement déclenchée par l'autorité compétente, conformément à l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de Province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national".

Actuellement, la phase fédérale d'urgence liée à l'épidémie de coronavirus est toujours activée. La situation extraordinaire continuera donc d'être d'application jusqu'au jour où il sera mis fin à la phase fédérale d'urgence conformément à l'article 37 de l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal, provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;

Considérant que l'Assemblée Générale se déroulera à distance avec une présence physique limitée au Président et au Directeur Général ;

Considérant que la présence des délégués communaux et des délégués représentant d'autres associés de l'intercommunale est n'est pas requise ;

Si le conseil communal ou le Conseil d'administration de l'intercommunale associé souhaite être présent, il est recommandé que le conseil limite sa représentation à un seul délégué. Au regard des circonstances actuelles, l'intercommunale recommande de ne pas envoyer de délégué ;

Considérant que les conseils communaux ainsi que les conseils d'administration des autres associés de l'intercommunale sont donc invités à délibérer sur chacun des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ;

Considérant que la délibération des conseils communaux et des conseils d'administration des autres associés de l'intercommunale HYGEA doit donc obligatoirement contenir un mandat impératif ;

Considérant qu'à défaut de mandat impératif, l'associé sera considéré comme absent ;

Considérant que si le conseil communal ou le Conseil d'administration des autres associés de l'intercommunale ne souhaite pas être physiquement représenté, il doit mentionner expressément dans sa délibération que la commune ou l'intercommunale associée ne sera représentée par aucun délégué lors de l'Assemblée Générale. Dans ce cas, il transmet sa délibération à l'intercommunale HYGEA pour le 20 décembre au plus tard afin que celle-ci soit prise en compte pour l'expression des votes mais aussi pour le calcul des différents quorums de présence et de vote.

Considérant que cette délibération doit se prononcer sur chacun des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de l'intercommunale HYGEA ;

Considérant que la Commune a été mise en demeure de délibérer par courrier/mail du 16 novembre 2021 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant la note de synthèse reçue de l'intercommunale HYGEA ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation de l'évaluation 2021 du Plan stratégique HYGEA 2020-2022 ;

Considérant qu'en date du 16 novembre 2021, le Conseil d'Administration a approuvé le document d'évaluation 2021 du Plan stratégique HYGEA 2020-2022 ;

Considérant que les conseillers communaux/provinciaux/CPAS/Zone de Secours Hainaut Centre associés ont été informés par l'associé concerné que le projet d'évaluation 2021 du Plan stratégique est consultable sur le site Web d'HYGEA ou disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

DECIDE par 13 oui :

Article 1

- de ne pas être représenté par un délégué lors de l'Assemblée Générale ordinaire de l'intercommunale HYGEA du 21 décembre 2021 conformément aux dispositions du décret du 15 juillet 2021 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de permettre les réunions à distance des organes.

Article 2 (point 1)

- d'approuver l'évaluation 2021 du Plan Stratégique HYGEA 2020-2022.

Article 3 : la présente sera transmise à l'Intercommunale HYGEA

24. Intercommunale - INTERSUD - Assemblée Générale du 22/12/2021 - Ordre du jour - Approbation

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunearbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale INTERSUD;

Considérant les parts détenues par la Commune au sein de l'Intercommunale INTERSUD ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 17/11/2021 ;

Considérant que la Commune doit, en principe, être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

Considérant qu'il convient de transmettre la présente délibération sans délai à l'intercommunale, laquelle en tiendra compte pour ce qui est de l'expression des votes mais également pour ce qui est du calcul des différents quorums de présence et de vote conformément à l'article L6511-2§2 du CDLD;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur le seul point de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Plan Stratégique 2020-2022 - révision 2021;

DECIDE par 13 oui :

Art. 1. D'approuver le seul point de l'ordre du jour , à savoir Plan Stratégique 2020-2022 - Révision 2021

Art. 2. De **n'être pas physiquement représenté** à l'Assemblée générale et de transmettre sa délibération sans délai à INTERSUD, laquelle en tient compte pour ce qui est de l'expression des votes mais également pour ce qui est du calcul des différents quorums de présence et de vote.

Art. 3. Copie de la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale INTERSUD.

25. Intercommunale - IDEA - Assemblée Générale du 22/12/2021 - Ordre du jour - Approbation

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunearbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil communal, en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement le Livre V de la première partie relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Compte tenu de la situation actuelle de crise Covid-19, l'Assemblée Générale à distance se tiendra conformément aux dispositions du décret du 15 juillet 2021 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de permettre les réunions à distance des organes.

Le nouvel article L6511-2 du Code de la Démocratie locale dispose en effet que :

"Les réunions du conseil communal, de l'assemblée générale d'intercommunale et du conseil provincial se tiennent physiquement tant en situation ordinaire qu'en situation extraordinaire.

Par dérogation à l'alinéa 1er, en situation extraordinaire, les réunions peuvent se tenir à distance"

Par situation extraordinaire, il y a lieu d'entendre *"la situation dans laquelle la phase communale, provinciale ou fédérale est respectivement déclenchée par l'autorité compétente, conformément à l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de Province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national"*.

Actuellement, la phase fédérale d'urgence liée à l'épidémie de coronavirus est toujours activée. La situation extraordinaire continuera donc d'être d'application jusqu'au jour où il sera mis fin à la phase fédérale d'urgence conformément à l'article 37 de l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal, provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national ;

Considérant que l'Assemblée Générale se déroulera à distance avec une présence physique limitée au Président et à la Directrice Générale ;

Considérant que la présence des délégués communaux de l'intercommunale n'est pas requise ;

Si le conseil communal souhaite malgré tout être présent, il est recommandé que le conseil limite sa représentation à un seul délégué. Au regard des circonstances actuelles, l'intercommunale recommande de ne pas envoyer de délégué ;

Considérant que les conseils communaux sont donc invités à délibérer sur chacun des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ;

Considérant que la délibération des conseils communaux de l'intercommunale IDEA doit donc obligatoirement contenir un mandat impératif ;

Considérant qu'à défaut de mandat impératif, l'associé sera considéré comme absent ;

Considérant que si le conseil communal ne souhaite pas être physiquement représenté, il doit mentionner expressément dans sa délibération que la commune ne sera représentée par aucun délégué lors de l'Assemblée Générale. Dans ce cas, il transmet sa délibération à l'intercommunale IDEA pour le 21 décembre au plus tard afin que celle-ci soit prise en compte pour l'expression des votes mais aussi pour le calcul des différents quorums de présence et de vote.

Considérant que cette délibération doit se prononcer sur chacun des points inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de l'intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en demeure de délibérer par courrier/mail du 17 novembre 2021 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant la note de synthèse reçue de l'intercommunale IDEA ;

- Considérant que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation de l'évaluation 2021 du Plan stratégique IDEA 2020-2022 ;
Considérant qu'en date du 17 novembre 2021, le Conseil d'Administration a approuvé le document d'évaluation 2021 du Plan stratégique IDEA 2020-2022 ;
Considérant que les conseillers communaux/provinciaux/CPAS/Zone de Secours Hainaut Centre associés ont été informés par l'associé concerné que le projet d'évaluation 2021 du Plan stratégique est consultable sur le site Web d'IDEA ou
disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

DECIDE par 13 oui :

Article 1

- de ne pas être représenté par un délégué lors de l'Assemblée Générale ordinaire de l'intercommunale IDEA du 22 décembre 2021 conformément aux dispositions du décret du 15 juillet 2021 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de permettre les réunions à distance des organes.

Article 2 (point 1)

- d'approuver l'évaluation 2021 du Plan Stratégique IDEA 2020-2022.

Article 3 : de transmettre cette délibération à l'Intercommunale IDEA

26. Intercommunale - AIOMS - Assemblée Générale du 23/12/2021- Ordre du jour - Approbation

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunebarbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Considérant l'affiliation de la Commune de Merbes-le-Château à l'Intercommunale A.I.O.M.S de Morlanwelz ;
 Considérant le décret relatif aux Intercommunales Wallonnes, promulgué par le Gouvernement wallon en date du 5/12/1996 et publié au Moniteur Belge du 07/02/1997 ;
 Considérant que la Commune de Merbes-le-Château doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal, désignés lors de notre Conseil du 25/04/2019 ;
 Attendu que la tenue de l'Assemblée Générale de l'A.I.O.M.S du 23/12/2021 se tiendra en présentiel et dans le respect strict des normes de distanciation sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité ;
 Attendu que notre commune souhaite n'être représentée que par un seul délégué, en l'occurrence Mme Véronique PREAUX ;
 Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;
 Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points essentiels de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'A.I.O.M.S de Morlanwelz ;
 Le conseil DECIDE par 13 oui :

Art.1. D'approuver les points de l'ordre du jour en application du Décret du 29/03/2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale du 24/06/2021.
2. Plan stratégique 2022-2024 - Examen - Vote - Décision
3. Projet de budget 2022 et plan financier 2021-2023 associé au plan stratégique : Examen - Vote - Décision
4. Divers.

Art.2. : De charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 25/04/2019.

Art.3 : De charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

27. Arrêtés du Bourgmestre - Ratification

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

DECIDE par 13 oui, de ratifier les arrêtés du Bourgmestre comme repris dans la liste ci-après :

- **14/10** : A dater du 01.10 et jusqu'au 31.10.2021 jusque 22h, un emplacement contre la façade arrière de l'église et face à la sortie arrière de la friterie sera réservé la Friterie de Merbes-le-Château en vue du placement d'une terrasse. Cet emplacement sera délimité par des barrières sur les côtés.
- **18/10** : du 26.10 au 28.10.2021 à 22h, la circulation des véhicules sera interdite à hauteur du passage à niveau 109 à Labuissière et ce, en raison des travaux d'entretien effectués par INFRABEL. La circulation sera déviée par la N561 et vice-versa.

- **18/10** : Du 12.11 au 25.11.2021 dans le cadre des travaux de pose d'un nouveau branchement gaz/électricité/Proximus au n°13 de la route de l'Etat à Merbes-ste-Marie, le stationnement sera interdit au niveau du chantier.
- **18/10** : Du 08.11 au 20.11.2021 dans le cadre des travaux de pose d'un nouveau branchement gaz/ et d'une nouvelle conduite au n°18 de la rue Neuve à Labuissière, le stationnement sera interdit au niveau du chantier.
- **18/10** : le 25.10.2021, deux emplacements de stationnement seront réservés au n°13 de la rue des Rosières à Merbes-le-Château en raison de la livraison d'une cuisine.
- **22/10** : Considérant la demande introduite le 19/10/2021, par le SPW Infrastructures, portant sur un plan de signalisation nécessaire à la réalisation du chantier rue Saint Martin, 60 à 6567 Merbes-le-Château ; **Article 1** : Valide le plan de signalisation proposé en annexe du présent arrêté en ce qu'il respecte les prescriptions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 ayant pour objet la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique. **Article 2** : Le plan de signalisation annexé au présent arrêté et validé sera d'application du 25.10.2021 au 05.11.2021.
- **22/10** : Jusqu'au 29.10.2021, dans le cadre de ces travaux, afin de procéder au placement d'une nouvelle conduite et d'un nouveau raccordement gaz à la rue du Halage 16 à Labuissière, la circulation des véhicules (excepté vélos et piétons) sera interdite sur le tronçon face aux travaux. Les conditions suivantes émises par le Collège communal en date du 30.09.2021 doivent être respectées :
Prévenir l'échevin des travaux 72h avant le début des travaux. (Monsieur Vander Jeugt Joachim – 0493/83.58.85)
Déposer les terres excavées sur des plaques posées sur la voirie.
- **27/10** : Considérant la demande introduite le 19/10/2021, par le SPW Infrastructures, portant sur un plan de signalisation nécessaire à la réalisation du chantier sis à la Route de Thuin à 6567 Labuissière ; **Article 1** : Conformément aux prescriptions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2020 ayant pour objet la signalisation des chantiers et des obstacles sur la voie publique, la circulation sera interdite sur tout le tronçon du chantier. **Article 2** : Une déviation sera mise en place via la Route de Thuin et la rue des Usines et vice-versa. **Article 3** : En tout état de cause le présent arrêté est délivré pour une période allant du 01.11.2021 au 07.11.2021
- **28/10** : le 16.11.2021, entre 7h et 18h, le stationnement sera interdit du n°3 au n°7 de la rue Neuve.
- **12/11** : Dans le cadre du placement des illuminations de fin d'année dans la rue des Rosières les 20, 21, 27 et 28 novembre 2021 ainsi que les 4 et 5 décembre 2021, la circulation des véhicules sera interdite sur cette voirie aux dates précitées entre 9h00 et 18h00 sauf pour les riverains quitter ou rejoindre leur domicile. La déviation se fera par la rue du Moulin, de Binche et vice-versa
- **16/11** : Dans le cadre de l'ouverture du chalet dans la rue des Rosières le 10 et le 17 décembre 2021, la circulation des véhicules sera interdite sur cette voirie aux dates précitées entre 17h00 à minuit sauf pour les riverains quitter ou rejoindre leur domicile. La déviation se fera par la rue du Moulin, de Binche et vice-versa.
- **16/11** : du 10/01 au 28/01/2022, en raison de travaux, la circulation sera limitée à mi-chaussée et le stationnement sera interdit au niveau du chantier situé à la rue Joseph Wauters 3 à Merbes-sainte-Marie.

28. Informations diverses

Approbation Tutelle

Courrier du 29/11/2021, du SPW Intérieur, approuvant la redevance pour les demandes de documents urbanistiques émanant du Code du Développement Territorial pour les exercices 2022 à 2025.

Marchés publics

Vu l'art. L1222-3§3, délégation budget extraordinaire, le marché « Achat d'armoires à volets » a été attribué à la société Viking Direct pour le montant d'offre contrôlé de € 1.668,58, 21% TVA comprise.

Vu l'art. L1222-3§3, délégation budget extraordinaire, le marché « Restauration de la chapelle du Rosaire » a été attribué à AEL-MARBRE ET RENOVATION DU BATIMENT pour le montant d'offre contrôlé de € 4.222,90, 21% TVA comprise.

Vu l'art. L1222-3§3, délégation budget extraordinaire, le marché « Travaux d'abattage d'arbres sur divers terrains communaux » a été attribué à DESIGN PERFECT pour le montant d'offre contrôlé de € 6.056,05, 21% TVA comprise.

Vu l'art. L1222-3, §1er, alinéa 2, urgence impérieuse, approbation du décompte de l'avenant 1 du marché "PPT 2018 - Revêtement de la cour de récréation + nouvelle chaudière de l'école communale de Labuissière - Lot 1 (Abords)" pour le montant total en plus de € 45.982,14 hors TVA ou € 48.741,07, 6% TVA comprise.

Retour des communes avoisinantes sur l'efficacité des nasses à canettes

Ville de Beaumont : ne peuvent se prononcer car n'en possèdent pas.
AC Erquelinnes : non concluant.

29. Questions des Conseillers

Monsieur Brootcorne s'informe de savoir si les scouts pourraient bénéficier d'une clé de la salle de la Gare en permanence. Il lui est confirmé qu'un courrier est déjà parti en ce sens.

Monsieur Brootcorne signale que le trou à la Rue de Falimont, qu'il avait mentionné lors du précédent Conseil, avait bien été rebouché mais qu'il s'était reformé deux jours après la réparation.

L'Echevin des Travaux explique que diverses méthodes ont déjà été utilisées, comme le tarmac concassé, le tarmac à froid traditionnel, le béton maigre, mais que malheureusement les écoulements d'eau permanents emportent tout.

Le Bourgmestre répond qu'il va falloir trouver une solution pour canaliser l'écoulement des eaux.

Monsieur Wiard remarque que c'est le même problème que dans la rue de Rosières.

Monsieur Wiard s'informe des décisions sanitaires prises par le Collège quant aux diverses activités prévues. Le Bourgmestre déclare que tout dépendra du prochain Codeco mais que :

- Les locations de salles pour des réunions privées ont déjà été supprimées jusque fin janvier, sous réserve de changement.
- Les instructions supplémentaires venant de l'enseignement sont respectées, dont celles pour la venue de St Nicolas.
- Il est conseillé aux associations d'annuler les marchés de Noël, brocantes, etc.
- Les offices religieux respectent les mesures à sa connaissance.
- Pour les carnivals, soumonces, il sera encore temps de décider par après.
- Pour le personnel et les diverses réunions, on prend toutes les mesures adéquates.
- En ce qui concerne les festivités des aînés, le goûter de St Nicolas est annulé et le repas fromages reporté.

Les contaminations au Covid sont élevées pour l'instant sur la commune et les hospitalisations sont nombreuses sur l'ensemble du territoire belge.

Monsieur Wiard revient sur la décision, qui avait été prise il y a plusieurs années, de sortir la bibliothèque du cadre de l'organisation provinciale et se demande s'il ne faudrait pas faire marche arrière pour pouvoir bénéficier du service d'un choix de livres plus vaste.

Monsieur Goffin lui rappelle que le bibliobus offre ce service. Un article à ce sujet sera remis dans un futur bulletin communal.

Le Bourgmestre signale que les boîtes à lire jouent également leur rôle.

Madame PREAUX sort de séance à 21H17 et la réintègre aussi vite.

30. Remplacement de la clôture de la cour de récréation de l'école de Labuissière - Approbation des conditions

Monsieur Goffin explique le projet et qu'au départ il avait été envisagé de réparer cette clôture plutôt que de la remplacer mais que cela s'était avéré impossible.

Monsieur Wiard s'étonne de l'estimatif élevé.

La délibération par 13 oui (E.Wiard, A.Remant; H.Prévoit; J-P.Goffin; V.Préaux; C.Préaux; H.Poiret; J. Vander Jeugt; Ph.Dewolf; L.Pilate; G.Brootcorne; A. Brunearbe; Ph.Lejeune) est ensuite prise comme suit :

Le Conseil Communal siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;
Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2021-079 relatif au marché "Remplacement de la clôture de la cour de récréation de l'école de Labuissière" établi par la Commune de Merbes-le-Château ;
Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 16.528,93 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise ;
Considérant qu'il est proposé de conclure le marché par facture acceptée (marchés publics de faible montant) ;
Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 722/721-60 (n° de projet 20210017) et sera financé par moyens propres ;
Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par le directeur financier ;

DECIDE par 13 oui :

Art.1.D'approuver le cahier des charges N° 2021-079 et le montant estimé du marché "Remplacement de la clôture de la cour de récréation de l'école de Labuissière", établis par la Commune de Merbes-le-Château. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 16.528,93 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise.

Art.2.De conclure le marché par la facture acceptée (marchés publics de faible montant).

Art.3.De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2021, article 722/721-60 (n° de projet 20210017).